



MINERAUX

Gardez-les dans le sol

L'une des industries les plus polluantes, les plus meurtrières et les plus destructrices qui existent sur cette planète est aussi un foyer de pandémie : l'exploitation minière. Les mineurs vivent dans des camps densément peuplés et, malgré le nombre d'infections et les risques associés pour les populations autochtones vivant à proximité, les gouvernements ne ferment pas les mines - elles sont " trop importantes pour l'économie ". L'industrie minière profite de la pandémie de nombreuses manières. Au Brésil, cela va jusqu'à ce que le Ministre de l'Environnement suggère au Président que la pandémie est le moment idéal pour se débarrasser des protections environnementales parce que les médias sont distraits. Cela arrive à un moment où des estimations récentes montrent que les activités minières sont responsables de 10 % de la déforestation totale de la forêt amazonienne. Selon une analyse de la Banque Mondiale, 44 % de toutes les mines en activité se trouvent dans des forêts et sont

à l'origine de 7 % de la déforestation dans le monde. Une coalition mondiale de la société civile recense les nombreux cas de sociétés minières qui profitent de cette crise pour se qualifier ' d'essentielles ' et éliminer toute opposition et réglementation visant à nous protéger. La coalition écrit dans le rapport ' Voices from the Ground ' que " les communautés en bonne santé, les peuples autochtones, les travailleurs et les mouvements sociaux sont eux essentiels, non les profits des sociétés minières prédatrices ".

L'impact de l'extraction et de la production de métaux sur le changement climatique et la santé a doublé entre 2000 et 2015. Selon la Commission Européenne, c'est l'extraction de matériaux qui est à l'origine de la moitié de notre problème climatique, de 90% de l'extinction de nos espèces et de l'essentiel de notre déficit de ressources en eau. Plus nous creusons, plus nous causons des pertes d'habitat naturel (avec ses conséquences sur la diffusion de virus), plus nous générons des émissions qui causent un chaos climatique, plus nous sommes à l'origine de conflits avec des communautés locales. En effet 50 des 212 défenseurs de l'environnement tués dans le monde en 2019 faisaient campagne contre l'exploitation minière.

L'exploitation minière est l'amorce de l'économie linéaire qui fonctionne sur le ' extraire-produire-user-jeter ' : c'est le type d'économie que nous devrions éliminer de toute urgence.

C'est hélas le contraire qui s'est produit dans un passé récent. Alors que la population mondiale a plus que doublé entre 1970 et 2020, l'extraction de matériaux (dont les combustibles fossiles pour l'énergie) a triplé au cours de la même période. L'empreinte matérielle mondiale est passée de 73,2 milliards de tonnes métriques en 2010 à 85,9 milliards de tonnes en 2017, soit une augmentation de 17,4 % depuis 2010 et même une augmentation de 66,5 % depuis 2000. L'Union Européenne en particulier prend une part énorme de ce ' gâteau ' mondial : à l'échelle mondiale, elle utilise entre 70 et 97% de l'espace opérationnel lié à l'extraction des ressources dans l'environnement. Or dépasser cette limite compromet directement

le fonctionnement stable des systèmes biophysiques terrestres. La dépendance du monde à l'égard des ressources naturelles n'a cessé de s'accroître au cours des deux dernières décennies. On s'attend à ce que l'extraction atteigne le chiffre impressionnant de 167 milliards de tonnes d'ici 2060 dans le cadre d'un scénario de statu quo. C'est juste de la folie. La solution est simple : si vous êtes dans un trou, arrêtez de creuser, ou bien vous creuserez directement votre propre tombe.

Il est parfaitement possible de fixer un objectif global de réduction de moitié l'empreinte matérielle de l'UE d'ici 2030, composé en objectifs et plans spécifiques par sous-groupes de matériaux. Une étude récente de l'Agence Allemande pour l'Environnement mentionne même que nous pouvons réduire considérablement notre empreinte et nos pressions environnementales grâce à une combinaison de mesures ciblant l'efficacité énergétique, le recyclage, la substitution de matériaux, l'utilisation de matériaux innovants et des modes de vie plus durables. Au sein de l'EEB, nous avons déjà expliqué tout cela en détail, en discutant à la fois pourquoi et comment cela peut être fait. Il est même possible de faire de même avec bon nombre des matières premières que nous utilisons, car les mouvements sociaux du monde entier, souvent dirigés par des peuples autochtones, demandent depuis des décennies aux gouvernements de garder dans le sol les combustibles fossiles. Et heureusement, certains pays et municipalités d'Amérique Latine, comme le Salvador, le Costa Rica, la ville de Cuenca en Équateur ont déjà reconsidéré les activités minières sur leurs territoires et interdit cette industrie destructrice en raison de préoccupations environnementales.

Un autre avenir est possible. Seas at Risk, une organisation membre de l'EEB, a publié un rapport de ' retour à la raison ' afin de parler des mesures à prendre pour nous libérer progressivement de l'exploitation minière d'ici 2050. Tout est parfaitement logique, mais entre ce bon sens et un début de mise en œuvre s'interpose une armée. Une armée de lobbyistes miniers et une armée de dirigeants qui croient que nous avons besoin de croissance économique, donc

d'une croissance de l'extraction pourtant insoutenable des matières premières de la terre.

Lorsqu'il s'agit de projets miniers, les communautés sur le terrain sont toujours désavantagées. En effet, avec l'exploitation minière, vous n'avez pas seulement besoin d'ingénierie physique, vous avez besoin d'ingénierie sociale pour obtenir le consentement des populations et gérer la dissidence. Les intérêts commerciaux, poussés et facilités par des gouvernements ayant des intérêts particuliers, créent cette bataille de David contre Goliath. L'ingénierie sociale peut être mise en œuvre via le parrainage d'événements locaux, la construction d'écoles, de centres sportifs ou médicaux afin de s'attirer la bienveillance de la population locale ou des dirigeants publics. Par ailleurs, les Évaluations d'Impact sur l'Environnement (EIE) constituent peut-être la réglementation la plus importante pour encadrer les projets miniers. Cependant, les EIE sous-estiment gravement et systématiquement les dommages écologiques et sociaux. Dans le cas des compagnies minières suédoises sur le territoire autochtone Saami, la zone d'impact pour les éleveurs de rennes a finalement été calculée à 10 km autour du site, alors que le calcul de la compagnie était de 2 km. Il est bien connu que les mines ont des effets directs et indirects sur l'environnement, les impacts pouvant s'étendre jusqu'à 50 km (et parfois plus) du site minier. Il est essentiel d'évaluer correctement ces impacts pour déterminer si un projet minier vaut la peine malgré des dommages écologiques et sociaux d'ampleur.

Qu'il s'agisse de passer à l'agro-écologie, de prendre les transports en commun, d'interdire les paquebots de croisière ou de fixer des objectifs ambitieux de réduction et des réglementations connexes pour l'utilisation des ressources : des lobbies puissants protégeant les intérêts financiers en place seront bien présents, nous surpassant en nombre et en moyens financiers. Cela doit prendre fin. Et c'est pourquoi nous devons parler de notre démocratie et de son sabotage.